La Directrice Générale de l'Agence de Santé Océan Indien
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.1161-1, L.1161-2, L.1161-4, L.1162-1 ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-335 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Madame Chantal de SINGLY en qualité de Directrice Générale de l'Agence de Santé Océan Indien ;
VU les décrets n° 2010-904 et n° 2010-906 du 2 août 2010 relatifs aux conditions d’autorisation des programmes d’éducation thérapeutique du patient et aux compétences requises pour dispenser l’éducation thérapeutique du patient ;
VU l’arrêté du 2 août 2010 modifié relatif aux compétences requises pour dispenser ou coordonner l’éducation thérapeutique du patient ;
VU la demande présentée par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion, réceptionnée le 30 mars 2015 sollicitant le renouvellement de l’autorisation du programme d’éducation thérapeutique et prévention des maladies chroniques dues à l’infection par le VIH ;

Considérant que le concept d’autoévaluation annuelle constitue un élément d’ajustement du programme d’ETP, que l’établissement s’est soustrait à ce travail d’équipe,

Considérant que la formation spécifique à la coordination et à la dispensation d’un programme d’ETP ne sont pas avérées,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le renouvellement d’autorisation du Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion (FINESS juridique : 97 040 858 9) du programme d’éducation thérapeutique et prévention des maladies chroniques dues à l’infection par le VIH, pour le site Nord (FINESS établissement : 97 040 002 4), est accordé sous réserves.

ARTICLE 2 : Les réserves portent sur :

- La mise en place de l’autoévaluation annuelle du programme,
- La formation spécifique à la coordination et à la dispensation d’un programme ETP.

ARTICLE 3 : L’autorisation est accordée pour une durée de quatre ans à compter du 1er août 2015.

ARTICLE 4 : Cette autorisation ne vaut pas engagement de financement de l’ARS.

ARTICLE 5 : Conformément à l’article R 1161-6 du code de la santé publique, toutes modifications portant sur le changement du coordonnateur mentionné à l’article R 1161-3, sur les objectifs du programme ou la source de financement du programme sont subordonnées à une autorisation préalable. Les autres éléments de l’autorisation font l’objet d’une déclaration annuelle.
**ARTICLE 6** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le Tribunal Administratif de Saint Denis, 27 rue Félix Guyon 97400 Saint Denis dans le même délai.

**ARTICLE 7** : La Directrice Générale de l'Agence de Santé Océan Indien est chargée de l'application de la présente décision.

Fait à Saint-Denis, le 08 JUIL. 2015

La Directrice Générale

Le Directeur de la Délégation
de l'île de La Réunion

Bertrand PARENT

Agence de Santé Océan Indien
2 bis, av Georges Brassens - CS 61002- 97743 Saint-Denis Cedex 09
Tél : 0262 97 90 00
www.ars.sante.fr